

Accord collectif départemental

**PROTECTION COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ DES SALARIÉS
NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET ENTREPRISES
DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX**

(Creuse)

(3 décembre 2009)

(Étendue par arrêté du 9 septembre 2010,

Journal officiel du 17 septembre 2010)

Avenant n° 6 du 2 juillet 2021

NOR : AGRS2197079M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles de la Creuse ;

Syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux de la Creuse ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Creuse ;

Syndicat départemental des jeunes agriculteurs de la Creuse,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat FGTA FO de la Creuse ;

Fédération nationale agro-alimentaire et forestière CGT ;

Syndicat CFTC Agri de la Creuse ;

Syndicat national des cadres des entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet d'intégrer le dispositif du principe de solidarité mis en œuvre au niveau local dans le cadre de la participation au fonds de solidarité institué au niveau national.

En conséquence, le présent accord régional est modifié comme suit :

Article 1^{er} | Mutualisation du principe de solidarité avec l'accord national

Il est ajouté à l'article 6 « Principe de solidarité », le paragraphe suivant :

« Le présent accord régional s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation du fonds de solidarité institué au niveau national, tel que prévu à l'article 6.3.4 de l'avenant 6 du 17 avril 2018 à l'accord national du 10 juin 2008. »

Article 2 | Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3 | Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant celui de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

■ Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord du 3 décembre 2009.

Fait à Guéret, le 2 juillet 2021.

(Suivent les signatures.)